



Résultats détaillés du 1^{er} trimestre 2017

12 mai 2017

TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES	3
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	4
Comptes de résultat trimestriels consolidés non audités au 31 mars 2017 et 2016	4
Etats du résultat global consolidé non audités pour les périodes closes au 31 mars 2017 et 2016.....	5
Etats de situation financière consolidés au 31 mars 2017 non audité et au 31 décembre 2016.....	6
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 31 mars 2017 et 2016.....	7
Variation des capitaux propres consolidés pour les périodes closes au 31 mars 2017 et 2016.....	8
Notes annexes aux comptes consolidés non audités	9
PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DES OPERATIONS	21
PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION	31

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- Les progrès et les résultats des discussions avec les parties prenantes (impliquant actuellement un mandataire ad hoc) pour réaliser une restructuration financière en raison d'un niveau de dette considéré comme trop élevé. Cela comprend les procédures judiciaires associées et l'impact sur l'activité de CGG et sur le fonds de roulement;
- L'impact du contexte économique ainsi que des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGG ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGG ;
- Les risques liés aux activités opérées au travers de nos joint-ventures ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans les acquisitions de la Marine ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les liquidités du Groupe et ses perspectives ;
- La mise en œuvre du Plan de Transformation ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certains des contrats en carnet de commande ou de les reporter par nos clients ;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGG et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} mai 2017. Ce document est disponible sur le site internet www.cgg.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 34 89 ou en envoyant un mail à invrelparis@cgg.com ou invrelhouston@cgg.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	1er trimestre	
	2017	2016
Chiffres d'affaires	249,4	313,0
Autres produits des activités ordinaires	0,4	0,3
Total produits des activités ordinaires	249,8	313,3
Coût des ventes.....	(276,3)	(335,5)
Marge brute	(26,5)	(22,2)
Coûts nets de recherche et développement	(8,2)	(12,1)
Frais commerciaux	(13,1)	(16,0)
Frais généraux et administratifs.....	(20,2)	(24,1)
Autres produits et charges, nets	(28,9)	(12,4)
Résultat d'exploitation	(96,9)	(86,8)
Coût de l'endettement financier brut	(47,7)	(43,4)
Produits financiers sur la trésorerie	0,9	0,4
Coût de l'endettement financier net	(46,8)	(43,0)
Autres produits (charges) financiers	(1,6)	1,7
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	(145,3)	(128,1)
Impôts différés sur les variations de change	0,2	1,8
Autres impôts sur les bénéfices	(2,5)	(8,1)
Total impôts sur les bénéfices	(2,3)	(6,3)
Résultat net des entreprises intégrées	(147,6)	(134,4)
Résultat des sociétés mises en équivalence	2,5	4,7
Résultat net de l'ensemble consolidé	(145,1)	(129,7)
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires	\$ (144,1)	(129,1)
Actionnaires ⁽¹⁾	€ (135,6)	(118,5)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (1,0)	(0,6)
Nombre moyen pondéré d'actions émises ⁽²⁾	22 133 149	16 782 278
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	– ⁽³⁾	– ⁽³⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites.....	– ⁽³⁾	– ⁽³⁾
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles.....	– ⁽³⁾	– ⁽³⁾
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif ⁽²⁾	22 133 149	16 782 278
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base	\$ (6,51)	(7,69)
– Base ⁽¹⁾	€ (6,12)	(7,06)
– Dilué.....	\$ (6,51)	(7,69)
– Dilué ⁽¹⁾	€ (6,12)	(7,06)

(1) Converti au taux moyen de 1,063US\$ et 1,090US\$ respectivement aux 1ers trimestres 2017 et 2016.

(2) Le calcul du résultat net par action de base et dilué a été ajusté suite au regroupement d'actions prenant effet le 20 juillet 2016. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

(3) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Au 31 mars	
	2017	2016
Résultat net de l'ensemble consolidé	(145,1)	(129,7)
Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:		
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie.....	0,1	(0,1)
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente.....	-	-
Variation de l'écart de conversion	6,2	0,6
Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)	6,3	0,5
Eléments non classés ultérieurement en résultat:		
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	-	-
Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) + (2).....	6,3	0,5
Etat du résultat global consolidé de la période.....	(138,8)	(129,2)
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>(138,1)</i>	<i>(128,8)</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(0,7)</i>	<i>(0,4)</i>

ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire

	31 mars 2017 (non audité)	31 décembre 2016
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	391,1	538,8
Clients et comptes rattachés, nets	357,9	434,8
Stocks et travaux en cours, nets	277,0	266,3
Créances d'impôt	109,3	112,2
Autres actifs courants, nets	121,6	105,8
Actifs détenus en vue de la vente, nets	379,2	18,6
Total actif courant	1 636,1	1 476,5
Impôts différés actif	28,5	26,0
Participations et autres immobilisations financières, nettes	53,8	51,9
Sociétés mises en équivalence	143,5	190,5
Immobilisations corporelles, nettes	378,3	708,6
Immobilisations incorporelles, nettes	1 187,1	1 184,7
Ecarts d'acquisition des entités consolidées, nets	1 225,2	1 223,3
Total actif non-courant	3 016,4	3 385,0
TOTAL ACTIF	4 652,5	4 861,5
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	0,1	1,6
Dettes financières – part court terme ^(a)	2 662,8	2 782,1
Fournisseurs et comptes rattachés	156,5	157,4
Dettes sociales	113,5	138,9
Impôts sur les bénéfices à payer	37,9	31,6
Acomptes clients	24,2	24,4
Provisions – part court terme	58,8	110,7
Autres passifs courants	128,6	140,2
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	200,7	-
Total passif courant	3 383,1	3 386,9
Impôts différés passif	63,6	67,6
Provisions – part long terme	114,2	162,1
Dettes financières – part long terme	63,1	66,7
Autres passifs non courants	21,4	21,4
Total dettes et provisions non-courantes	262,3	317,8
Capital social : 26 855 775 actions autorisées et 22 133 149 émises au nominal de 0,80 € au 31 mars 2017 et 22 133 149 au 31 décembre 2016	20,3	20,3
Primes d'émission et d'apport	1 850,0	1 850,0
Réserves	(844,9)	(272,3)
Autres réserves	159,4	171,1
Titres d'autocontrôle	(20,1)	(20,1)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère	(144,1)	(573,4)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(0,7)	(0,8)
Ecarts de conversion	(48,2)	(54,1)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère	971,7	1 120,7
Participations ne donnant pas le contrôle	35,4	36,1
Total capitaux propres	1 007,1	1 156,8
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	4 652,5	4 861,5

Les taux de clôture au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016 étaient respectivement de 1,0691 US\$ pour 1 Euro et de 1,0541 US\$ pour 1 Euro

(a) Au 31 mars 2017, sur les 2 662,8 millions de dollars US de dettes financières présentées en passifs courants, seuls 61,9 millions de dollars US ont une échéance inférieure à 12 mois,

Au 31 décembre 2016, sur les 2 782,1 millions de dollars US de dettes financières présentées en passifs courants, seuls 100,1 millions de dollars US ont une échéance inférieure à 12 mois,

Le complément – non exigible car à aucun moment le Groupe ne s'est trouvé en situation de non-respect de ses covenant financiers et ayant une maturité supérieure à 12 mois- venant d'un reclassement purement comptable dû à l'application d'IAS 1. Voir Note 4 sur les dettes financières pour plus d'explications.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Trois mois clos le 31 mars	
	2017	2016
EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	(145,1)	(129,7)
Amortissements et dépréciations.....	52,9	69,9
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	47,7	46,7
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multi-clients.....	(5,4)	(8,2)
Augmentation (diminution) des provisions	(29,1)	(39,5)
Charges liées aux stock-options	0,7	-
Plus ou moins-values de cessions d'actif	(0,8)	4,8
Résultat des mises en équivalence.....	(2,5)	(4,7)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence.....	-	-
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	12,0	(1,3)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	(69,6)	(62,0)
Annulation du coût de la dette financière.....	46,8	43,0
Annulation de la charge d'impôt.....	2,3	6,3
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	(20,5)	(12,7)
Impôt décaissé.....	(3,1)	(9,7)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....	(23,6)	(22,4)
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	71,3	302,2
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(7,6)	18,7
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(17,6)	20,6
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(3,0)	(74,9)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(27,1)	(41,1)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers	(3,2)	(6,9)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....	(10, 8)	196,2
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multi-clients.....	(19,4)	(19,8)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients.....	(48,3)	(69,9)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	3,2	0,8
Plus ou moins-values sur immobilisations financières.....	4,5	6,1
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise.....	-	-
Incidence des variations de périmètre	-	-
Variation des prêts et avances donnés/reçus.....	(0,7)	1,3
Variation des subventions d'investissement.....	-	(0,6)
Variation des autres actifs financiers non courants	(0,6)	(0,8)
Flux de trésorerie affectés aux investissements.....	(61,3)	(82,9)
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts	(25,3)	(477,1)
Nouveaux emprunts	2,3	-
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(1,6)	(2,1)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	(1,5)	0,3
Charges d'intérêt payées	(44,2)	(31,0)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	-	368,5
- par les participations ne donnant pas le contrôle.....	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	-	-
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle	-	0,5
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(70,3)	(140,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie.....	2,2	4,9
Incidence des variations de périmètre	(7,5)	-
Variation de trésorerie.....	(147,7)	(22,7)
Trésorerie à l'ouverture.....	538,8	385,3
Trésorerie à la clôture.....	391,1	362,6

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises (a)	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2016	5 533 287	92,8	1 410,0	(268,5)	138,0	(20,6)	(0,6)	(38,9)	1 312,2	46,2	1 358,4
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....</i>							(0,1)		(0,1)		(0,1)
<i>Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3)</i>									-		-
<i>Variation de l'écart de conversion (4) ..</i>								0,4	0,4	0,2	0,6
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4)							(0,1)	0,4	0,3	0,2	0,5
Résultat net (5)				(129,1)					(129,1)	(0,6)	(129,7)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5)				(129,1)			(0,1)	0,4	(128,8)	(0,4)	(129,2)
Augmentation de capital	16 599 862	231,6	136,9			0,5			369,0		369,0
Dividendes									-		-
Paiements fondés sur des actions				0,4					0,4		0,4
Variation de l'écart de conversion généralisé par la maison mère					(18,7)				(18,7)		(18,7)
Variation de périmètre et autres				(0,3)					(0,3)		(0,3)
Au 31 mars 2016	22 133 149	324,4	1 546,9	(397,5)	119,3	(20,1)	(0,7)	(38,5)	1 533,8	45,8	1 579,6

(a) Le nombre d'actions au 1er janvier 2016, au 31 mars 2016 et l'augmentation de capital ont été ajustés suite au regroupement d'actions prenant effet le 20 juillet 2016.

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société- mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 1er janvier 2017	22 133 149	20,3	1 850,0	(845,7)	171,1	(20,1)	(0,8)	(54,1)	1 120,7	36,1	1 156,8
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>									-		-
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2).....</i>							0,1		0,1		0,1
<i>Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3)</i>									-		-
<i>Variation de l'écart de conversion (4) ..</i>								5,9	5,9	0,3	6,2
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4)							0,1	5,9	6,0	0,3	6,3
Résultat net (5)				(144,1)					(144,1)	(1,0)	(145,1)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4) +(5)				(144,1)			0,1	5,9	(138,1)	(0,7)	(138,8)
Augmentation de capital									-		-
Dividendes									-		-
Paiements fondés sur des actions				0,7					0,7		0,7
Variation de l'écart de conversion généralisé par la maison mère					(11,7)				(11,7)		(11,7)
Variation de périmètre et autres				0,1					0,1		0,1
Au 31 mars 2017	22 133 149	20,3	1 850,0	(989,0)	159,4	(20,1)	(0,7)	(48,2)	971,7	35,4	1 007,1

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES NON AUDITES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'audit du 9 mai 2017 pour publication.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

1.1 - Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2016, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2016 déposé auprès de la SEC le 1^{er} mai 2017 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendements d'IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements d'IAS 12 « Impôt sur le résultat — Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 31 mars 2017, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;

Une première analyse de l'application de l'IFRS 15 est détaillée ci-dessous.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 mars 2017:

- Amendements d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- Amendements d'IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Améliorations annuelles 2014-2016 ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ».

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

Application de l'Amendement d'IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables »

L'amendement de la norme IAS 38 sur les actifs incorporels a conduit CGG à adapter les règles d'amortissement de sa bibliothèque multi-clients de la manière suivante :

- A compter du 1er janvier 2016, toute étude est amortie d'une manière qui reflète le profil de consommation de ses avantages économiques déterminé sur la base du montant normatif total des ventes attendues de l'étude et non plus sur la base des ventes générées.
- Ce montant est déterminé en excluant l'impact d'éléments tarifaires particuliers comme des remises tarifaires exceptionnelles ou des bonus pour changement de contrôle.
- Un taux d'amortissement correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie de l'étude est appliqué sur toute vente normative. En 2016, et comme déjà appliqué par CGG de façon prudente depuis le 1er janvier 2014, le taux d'amortissement est de 80%.
- Dans la plupart des accords, les ventes normatives sont égales aux ventes reconnues. Dans certains cas, le montant des ventes générées est ajusté des éléments tarifaires particuliers (par exemple des conditions de prix avantageuses accordées à un client achetant un grand volume de données) afin de recalculer le montant théorique des ventes pour le calcul de l'amortissement.

De plus, un test de dépréciation d'actif est effectué une fois par an (ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur). Compte tenu du cycle économique d'un projet multi-clients, nos études sont en général complètement amorties ou dépréciées dans les cinq ans suivant leur livraison.

Les règles d'amortissement détaillées ci-dessus sont cohérentes avec les caractéristiques du modèle économique de l'activité multi-clients et sont appliquées depuis le 1er janvier 2016.

L'application de l'amendement de la norme IAS 38 en 2016 a généré un amortissement additionnel de 24,8 millions de dollars US.

Première analyse de l'application de l'IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients »

L'IASB a publié IFRS 15, une nouvelle norme traitant de la reconnaissance des revenus et qui remplace toutes les normes IFRS existantes sur les revenus. La présente norme entre en vigueur le 1er janvier 2018 avec une application rétrospective (les états financiers doivent être présentés comme si la norme avait toujours été en vigueur). CGG appliquera la norme IFRS 15 le 1er janvier 2018 sans adoption anticipée.

IFRS 15 définit le cadre de la comptabilisation des revenus en un processus en cinq étapes: i) identification du contrat avec un client, ii) identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat, iii) détermination du prix de la transaction, iv) affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance, v) comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites. La deuxième étape permet toujours la comptabilisation des produits à l'avancement, à condition que certains critères soient respectés. Le principal changement par rapport aux normes actuelles étant que la notion de «risques et avantages» est remplacée par la notion de «contrôle».

Le Groupe a analysé cette nouvelle norme au niveau du siège à partir de 2014. Étant donné que CGG est constitué de secteurs d'activité différents et que l'application de cette nouvelle norme demande une connaissance fine des opérations, le Groupe a initié une analyse bottom-up en juin 2016 afin de pouvoir analyser les cinq étapes de la norme pour chaque activité. Le processus d'évaluation est toujours en cours d'analyse et de validation.

CGG ne s'attend pas à des changements significatifs dans ses politiques de reconnaissance des produits dans ses conclusions finales pour les contrats exclusifs et les ventes d'études multi-clients après leur livraison. La reconnaissance des revenus lors de la phase de préfinancement des études multi-clients (avant la livraison) est néanmoins toujours en cours d'analyse approfondie. CGG, ainsi que tous les acteurs multi-clients du secteur, comptabilise actuellement les produits à l'avancement en fonction de la progression physique de l'étude. CGG a échangé avec les principaux acteurs de l'industrie multi-clients afin de partager les points de vue sur l'application du nouveau standard et de comparer les pratiques opérationnelles. CGG n'a pas encore terminé l'analyse sur ce sujet spécifique.

1.2 - Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

Jugements et estimations	Hypothèses clés
Continuité d'exploitation	Estimation de la continuité d'exploitation liée aux ratios financiers actuels et à la restructuration financière
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre de différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Taux de marge attendu par catégorie d'études
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Durée d'utilité des études multi-clients
Classement des dettes financières en éléments courants ou non-courants	Durée d'utilité des actifs
Avantages postérieurs à l'emploi	Perspectives industrielles du marché de la géophysique et date de reprise
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Taux d'actualisation (CPMC)
Provisions pour risques, charges et litiges	Avancée des négociations sur la restructuration financière
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Taux d'actualisation
Coûts de développement	Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi
Impôts différés actifs	Taux d'inflation
	Estimation des coûts futurs liés aux plans de restructuration et aux contrats déficitaires
	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
	Estimation de l'avancement des contrats
	Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients
	Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
	Estimation des avantages futurs des projets
	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

1.3 - Continuité d'exploitation

Au 9 mai 2017, compte tenu des projections de cash-flows futurs du Groupe, basées sur les opérations actuelles et en l'absence d'accélération du remboursement de la dette telle que décrites ci-dessous, CGG dispose de la trésorerie suffisante pour assurer la continuité d'exploitation du Groupe au moins jusqu'au 31 mars 2018, sous réserve que certains plans d'action spécifiques, soumis à négociation avec d'autres parties, aient été menés à bien sur la période. A la date du 9 mai 2017, les principaux plans d'action envisagés, à savoir d'une part la gestion proactive des charges contractuelles existantes liées aux navires affrétés et d'autre part le changement de propriété de la flotte possédée (voir note 2 et 8), ont été complètement mis en oeuvre avec succès.

Le Groupe fait cependant face à des incertitudes significatives qui peuvent soulever un doute important sur sa capacité à poursuivre ses activités, incluant notamment le probable non-respect futur de certains ratios de ses covenants financiers et d'autres limitations applicables aux montants disponibles (utilisés) des crédits revolving et du Prêt à Terme B. Si de tels manquements se produisaient et ne pouvaient être corrigés à temps, ceci déclencherait immédiatement, y compris à travers les clauses de défaut croisé des contrats obligataires des obligations senior, l'exigibilité anticipée de la quasi-totalité de la dette financière. CGG ne serait ni en mesure de satisfaire à son obligation de remboursement par sa trésorerie disponible, ni – dans l'environnement actuel et au vu de sa situation financière – en mesure de lever les fonds supplémentaires nécessaires.

CGG a récemment demandé et obtenu plusieurs avenants à ses créanciers des crédits revolving, Prêt à Terme B et Prêt Nordique, notamment pour désactiver l'application des covenants financiers au 31 décembre 2016 (obtenu avant la fin de l'année 2016) et se donner la possibilité de demander la nomination d'un Mandataire ad hoc pour faciliter les négociations lors de la restructuration financière dans laquelle CGG s'engage afin de réduire significativement son niveau de dette. La réduction de la dette proposée impliquerait la conversion de la dette non-garantie en capitaux propres et l'extension de l'échéance de la dette garantie.

A l'avenir, et dans le cadre des discussions avec nos prêteurs au sujet de la restructuration financière nécessaire pour permettre au Groupe de faire face à ses contraintes financières, la direction générale souhaite notamment obtenir les moratoires ou la suspension des covenants financiers qui seraient nécessaires pour éviter tous risques ultérieurs de défaut tels que prévus par les contrats de crédit du Groupe. La désactivation de ces covenants financiers à fin mars 2017 a donc été demandée et obtenue avant le 31 mars 2017. Si les discussions avec les prêteurs s'avéraient infructueuses, et pour éviter le risque d'exigibilité anticipée de sa

dette, la société envisagera toutes les options légales disponibles pour préserver l'activité du Groupe pendant la négociation des termes de sa restructuration financière.

Après avoir examiné avec le plus grand soin les éléments décrits ci-dessus, la société a conclu le 9 mai 2017 que la préparation des comptes consolidés du premier trimestre 2017 suivant le principe de continuité d'exploitation est une hypothèse appropriée.

1.4 – Principes comptables

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multi-clients

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé (i) des préfinancements et (ii) de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans l'état de situation financière en « acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

Après-ventes — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle.

Après-ventes sur des contrats — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable.

— Etudes exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement — pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

— Vente de matériel

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciels est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, et dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique, selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support client » post-livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

— *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

— *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs.

Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie. Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine à chaque clôture la libération des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties d'une manière qui reflète le profil de consommation de leurs avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après ventes. Un taux d'amortissement de 80 % correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude est appliqué sur toute vente normative de l'étude, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent. Si tel est le cas, le taux d'amortissement est ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus. Compte tenu du cycle économique d'un projet multi-clients, nos études sont en général complètement amorties ou dépréciées dans les cinq ans suivant leur livraison.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,

- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs, Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur cinq ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

Emprunts convertibles

- Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui, d'une part, crée un passif financier et, d'autre part, confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.
- Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.
- La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.
- La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

NOTE 2 – ACQUISITIONS ET CESSIONS

Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portant intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portant intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la Note 6 « Autres Produits et Charges » de ce document ainsi que dans la Note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Engagement du processus de restructuration financière

Le 6 février 2017, CGG a sollicité l'accord des porteurs d'Obligations Senior et des créanciers du Prêt à Terme B pour se donner la possibilité de demander la nomination d'un mandataire ad hoc sans que cette démarche ne constitue un Cas de Défaut (« Event of Default »). CGG avait reçu auparavant les consentements des créanciers des lignes de crédit française et américaine pour la nomination d'un mandataire ad hoc.

Le 20 février 2017, CGG a annoncé l'obtention de la majorité requise des créanciers du Prêt à Terme B, des Obligations Senior 2020, des Obligations Senior 2021 et des Obligations Senior 2022 et la prolongation de la Consultation des Porteurs d'Obligations Senior 2017.

Le 23 février 2017, CGG a annoncé la signature des « supplemental indentures » des Obligations Senior 2020, 2021 et 2022 pour permettre la nomination d'un mandataire ad hoc et son intention de mettre fin à ses engagements au titre du contrat obligataire des Obligations Senior 2017. Le paiement au trustee, au bénéfice des porteurs, des sommes dues à la maturité des Obligations Senior

2017, du principal (8,3 millions de dollars US) et des intérêts, a eu lieu le vendredi 24 février 2017. A l'issue de cette opération, le montant de dettes non-sécurisées (Obligations Senior et Océanes) s'élève à 1 884 millions de dollars US.

Le 27 février, un Mandataire ad hoc a été nommé pour mieux conduire et faciliter les discussions avec et entre toutes les parties prenantes de la restructuration financière du Groupe.

Ratios d'endettement

En mars 2017, nous avons obtenu l'accord de la majorité de nos créanciers pour que les ratios d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) et de couverture d'intérêts (défini comme l'EBITDAS sur charge d'intérêts totale) concernant les lignes de crédit française et américaine, le Term Loan B et le crédit nordique ne soient pas appliqués pour le 31 mars 2017.

NOTE 3 – ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

En avril 2017, nous avons conclu des accords avec Eidesvik, les prêteurs de la facilité de crédit Nordique, et les prêteurs des facilités de crédit des entités Eidesvik Seismic Vessels AS (ESV) et Oceanic Seismic Vessels AS (OSV), en vue de l'établissement d'un nouveau régime de propriété de notre flotte de navires (voir note 8 - Evénements postérieurs à la clôture pour plus d'informations).

Par conséquent, tous les actifs et passifs inclus dans ces accords ont été classés respectivement en « Actifs détenus en vue de la vente » et en « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés » au 31 mars 2017 :

	<u>(En millions de dollars US)</u>
Valeur comptable des actifs apportés	
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	7,5
Sociétés mises en équivalence ⁽¹⁾	50,2
Immobilisations corporelles, nettes.....	300,9
Total - valeur comptable des actifs apportés	358,6
Valeur comptable des passifs apportés	
Dettes financières — part court terme ⁽²⁾	182,5
Provisions — part court terme	4,8
Provisions — part long terme.....	13,4
Total - valeur comptable des passifs apportés	200,7
Actifs et passifs apportés, détenus en vue de la vente, nets	157,9

(1) Relatif aux 49% de parts que nous détenons directement dans Eidesvik Seismic Vessels AS (ESV) et Oceanic Seismic Vessels AS (OSV), comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence au 31 mars 2017.

(2) Relatif aux 182,5 millions de dollars US de la facilité de crédit Nordique.

NOTE 4 – DETTES FINANCIERES

La dette financière brute du Groupe au 31 mars 2017 s'élève à 2 726,0 millions de dollars US. Elle s'élevait à 2 850,4 millions de dollars US au 31 décembre 2016. La diminution de la dette brute s'explique principalement par le reclassement des 182,5 millions de dollars US liés au Crédit Nordic en « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

En mars 2017, nous avons obtenu l'accord de la majorité de nos créanciers pour que les ratios d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) et de couverture d'intérêts (défini comme l'EBITDAS sur charge d'intérêts totale) concernant les lignes de crédit française et américaine, le Term Loan B et le crédit nordique ne soient pas appliqués pour le 31 mars 2017.

Dans la continuité de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, compte tenu de l'avancement des négociations de la restructuration financière de la société et du calendrier des options envisagées, il apparaît que le classement de la dette financière en élément courant est le plus approprié selon IAS 1 pour les états financiers autorisés par le Comité d'Audit du 9 mai 2017 pour publication. Ce reclassement purement comptable ne remet pas en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation, confortée par les principaux plans d'actions mis en oeuvre avec succès à la date du 9 mai 2017, et ne confère pas aux 2 600,9

millions de dollars US reclassés en passifs courants une exigibilité immédiate –à aucun moment le Groupe ne s’est trouvé en situation de non-respect de ses covenants financiers- ou une maturité inférieure à 12 mois.

Pour les trois mois clos le 31 mars 2017

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit au 31 mars 2017 :

	<u>Date d'émission</u>	<u>Maturité</u>	<u>Montant autorisé</u>	<u>Montant non disponible</u>	<u>Montant utilisé</u>	<u>Montant disponible</u>
(En millions de dollars US)						
Crédit renouvelable US.....	2013	2018	161,9	—	161,9	—
Crédit renouvelable France (a)	2013	2018	294,4	1,1	293,3	—
TOTAL avant frais d'émission....			456,3	1,1	455,2	—

(a) Selon les termes contractuels, le montant autorisé sera revu à 269,4 millions de dollars US en juillet 2017.

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre crédit renouvelable France étaient entièrement tirés au 31 mars 2017.

Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)

Le 24 février 2017, CGG a satisfait et mis un terme à ses engagements au titre de l'*indenture* pour l'intégralité des \$8,3 millions résiduel de l'emprunt obligataire 7,75% à échéance 2017.

Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6,5 % Senior Notes, échéance 2021)

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portant intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portant intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Crédit Nordique

Le crédit nordique a été reclassé en « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés » dans nos états financiers consolidés au 1^{er} trimestre 2017 dans le cadre du « changement de propriété de la flotte ». Pour plus de détails, consulter la note 8 « événements postérieurs à la clôture ».

Ce reclassement a pour conséquence de réduire la dette brute du Groupe de 182,5 millions de dollars US correspondant à l'encours en principal de la facilité de crédit Nordique au 31 mars 2017.

NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Depuis le 30 Septembre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures

d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)**. Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;
- **Équipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel ;
- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance pour les secteurs par le management en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence. L'EBIT correspond au résultat d'exploitation, plus le résultat des sociétés mises en équivalence.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipements pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR (la référence étant le marché spot). Comme GGR comprend la capacité marine allouée aux études multi-clients il n'y a plus de services rendus par l'Acquisition de Données Contractuelles pour GGR au titre des études multi-clients. Les transactions entre les filiales du Groupe sont effectuées au prix du marché.

Ces revenus intersecteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes intersecteurs du secteur Équipements et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) le résultat d'exploitation et l'EBIT relatif à nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentés après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter-segments incluses dans les immobilisations vendues par le secteur Équipements aux secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR ; et (ii) les dépenses d'investissements industriels de nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentées après élimination de la marge intersecteur.

Le résultat d'exploitation et l'EBIT incluent des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « Éliminations et autres » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « Participations et autres immobilisations financières » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « Passifs courants » hors « Concours bancaires » et « Dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « Dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation et l'EBIT par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Analyse par Secteur d'activité

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Pour le trimestre clos le 31 mars,											
	2017						2016					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Elimina- tions et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Elimina- tions et Autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	65,8	-	158,0	25,6	-	249,4	87,2	-	164,0	61,8	-	313,0
Chiffre d'affaires intersecteur ...	0,7	-	-	6,8	(7,5)	-	1,9	-	-	11,4	(13,3)	-
Chiffre d'affaires total	66,5	-	158,0	32,4	(7,5)	249,4	89,1	-	164,0	73,2	(13,3)	313,0
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(13,4)	(12,3)	(19,4)	(7,6)	(0,2)	(52,9)	(20,4)	(17,0)	(22,7)	(9,8)	-	(69,9)
Dotation aux amortissements multi-clients	-	-	(47,7)	-	-	(47,7)	-	-	(46,7)	-	-	(46,7)
Résultat d'exploitation.....	(38,6)	(50,0)	18,3	(16,4)	(10,2)	(96,9)	(34,3)	(32,1)	7,9	(10,9)	(17,4)	(86,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence (1).....	2,5	-	-	-	-	2,5	4,7	-	-	-	-	4,7
Résultat avant intérêts et taxes (2).....	(36,1)	(50,0)	18,3	(16,4)	(10,2)	(94,4)	(29,6)	(32,1)	7,9	(10,9)	(17,4)	(82,1)
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	4,6	-	11,2	3,1	0,5	19,4	4,1	-	12,5	1,9	1,3	19,8
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients.....	-	-	48,3	-	-	48,3	-	-	69,9	-	-	69,9
Capitaux employés	0,4	-	2,3	0,6	-	3,3	0,6	-	2,4	0,7	-	3,7
Total Actif	0,6	0,4	2,5	0,6	0,1	4,2	0,8	0,3	2,7	0,8	0,1	4,7

(1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 3,7 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2017 contre 8,7 millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2016.

(2) Au niveau Groupe, le résultat d'exploitation et l'EBIT consolidés avant coûts liés au Plan de Transformation s'élèvent respectivement à (67,2) millions de dollars US et (64,7) millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2017, contre (81,3) millions de dollars US et (76,6) millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2016.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprend (29,7) millions de dollars US liés au Plan de Transformation. Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, l'EBIT du secteur Ressources Non Opérées comprenait (5,5) millions de dollars US liés au Plan de Transformation.

Pour le 1^{er} trimestre 2017, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (8,1) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (2,1) millions de dollars US. Pour le 1^{er} trimestre 2016, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (9,6) millions de dollars US et des éliminations intersecteurs pour (7,8) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (6,5) millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2017 et (9,2) millions de dollars US pour le 1^{er} trimestre 2016. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total :

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 31 mars			
	2017		2016	
Amérique du nord	77,5	31 %	100,9	32 %
Amérique latine.....	60,6	24 %	38,3	12 %
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	73,1	30 %	116,1	38 %
Asie Pacifique	38,2	15 %	57,7	18 %
Total.....	249,4	100 %	313,0	100 %

NOTE 6 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En millions de dollar US	Trois mois clos le 31 mars	
	2017	2016
Charges de restructuration.....	(113,8)	(41,6)
Variation des provisions pour restructuration.....	84,1	36,1
Autres produits (charges) non récurrents.....	—	(2,2)
Éléments non récurrents nets.....	(29,7)	(7,7)
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture	—	0,1
Plus (moins) valeurs sur cessions d'actifs	0,8	(4,8)
Total Autres produits et charges, net	(28,9)	(12,4)

Pour les trois mois clos le 31 mars 2017

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Au cours du premier trimestre 2017, le Groupe a dépensé 113,8 millions de dollars US au titre du Plan de Transformation du Groupe. Ces coûts ont été partiellement compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Ces coûts comprennent également 66,2 millions de dollars US de charges de restructuration liés aux accords permettant de réduire les montants dus au titre des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt et d'un navire d'exploration sismique en opération. Ces coûts sont partiellement compensés par les reprises de provisions correspondantes (voir note 8 – Evénements postérieurs à la clôture pour plus d'informations).

Plus (moins) valeurs sur cessions d'actifs

Ce poste comprend des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

Pour les trois mois clos le 31 mars 2016

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Au cours du premier trimestre 2016, le Groupe avait dépensé 41,6 millions de dollars US au titre du Plan de Transformation du Groupe, partiellement compensés par les reprises de provisions correspondantes.

Plus (moins) valeurs sur cessions d'actifs

Ce poste comprenait des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

NOTE 7 – CREANCES ET COMPTES RATTACHES

En 2017, le Groupe a conclu des contrats d'affacturage avec un établissement bancaire. Au 31 mars 2017, le montant total des créances commerciales transférées s'élève à 7,2 millions de dollars US. Les principaux risques conservés par le Groupe sont le risque de non-paiement pour une période de 30 jours et le risque de litige commercial, lesquels ont été historiquement bas au regard des créances transférées.

En conséquence, le Groupe n'a constaté que des montants non significatifs correspondant à son implication continue. Les coûts relatifs reconnus en résultat d'exploitation sont non significatifs.

NOTE 8 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

CHANGEMENT DE PROPRIETE DE LA FLOTTE

En avril 2017, nous avons conclu des accords avec Eidesvik, les prêteurs de la facilité de crédit Nordique, et les prêteurs des facilités de crédit des entités Eidesvik Seismic Vessels AS (« ESV ») et Oceanic Seismic Vessels AS (« OSV »), en vue de l'établissement d'un nouveau régime de propriété de notre flotte de navires.

En vertu de ces accords, Global Seismic Shipping AS (« GSS »), une société de droit norvégien nouvellement créée et détenue à 50% par chacune des deux parties, CGG d'une part (à travers sa filiale Exploration Investment Resources II AS) et Eidesvik d'autre part, détient (i) CGG Geo Vessels AS (qui sera renommée Geo Vessels AS), ancienne filiale de CGG qui est propriétaire de cinq navires sismiques (un navire réarmé, le Géo Coral et quatre navires désarmés ou « cold-stacked », le Geo Caribbean, le Geo Celtic, le CGG Alize et l'Oceanic Challenger) et (ii) ESV et OSV (deux entités dans lesquelles nous détenions auparavant directement 49% des parts) qui sont respectivement propriétaires des navires sismiques Océanic Vega et Océanic Sirius. Global Seismic Shipping AS sera consolidée selon la méthode la mise en équivalence.

Par conséquent, tous les actifs et passifs inclus dans cet accord ont été reclassés au 31 mars 2017 respectivement en « Actifs détenus en vue de la vente » et en « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés » (voir note 3).

Pour plus de détails concernant le nouveau régime de propriété de notre flotte, consulter le « Chapitre 1.6 - Développements récents – Changement de propriété de la flotte » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) GGR, (iii) Équipements et (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, nous avons décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en oeuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire notre flotte marine à cinq navires 3D haut de gamme pour la dédier de manière première à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. En conséquence, une partie des actifs possédés ne sera pas opérée pendant une certaine période. Les coûts de ces ressources non-opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation sont reportés dans le nouveau secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ».

Ces secteurs sont les suivants:

- **Acquisition de Données Contractuelles**, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)**. Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;
- **Équipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel ;
- **Ressources Non Opérées**, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées ainsi que les coûts du Plan de Transformation du Groupe (principalement des provisions pour restructuration et des provisions pour contrats déficitaires). Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Continuité d'exploitation

Au 9 mai 2017, compte tenu des projections de cash-flows futurs du Groupe, basées sur les opérations actuelles et en l'absence d'accélération du remboursement de la dette telle que décrites ci-dessous, CGG dispose de la trésorerie suffisante pour assurer la continuité d'exploitation du Groupe au moins jusqu'au 31 mars 2018, sous réserve que certains plans d'action spécifiques, soumis à négociation avec d'autres parties, aient été menés à bien sur la période. A la date du 9 mai 2017, les principaux plans d'action envisagés, à savoir d'une part la gestion proactive des charges contractuelles existantes liées aux navires affrétés et d'autre part le changement de propriété de la flotte possédée (voir note 2 et 8), ont été complètement mis en oeuvre avec succès.

Le Groupe fait cependant face à des incertitudes significatives qui peuvent soulever un doute important sur sa capacité à poursuivre ses activités, incluant notamment le probable non-respect futur de certains ratios de ses covenants financiers et d'autres limitations applicables aux montants disponibles (utilisés) des crédits revolvers et du Prêt à Terme B. Si de tels manquements se produisaient et ne pouvaient être corrigés à temps, ceci déclencherait immédiatement, y compris à travers les clauses de défaut croisé des contrats obligataires des obligations senior, l'exigibilité anticipée de la quasi-totalité de la dette financière. CGG ne serait ni en mesure de satisfaire à son obligation de remboursement par sa trésorerie disponible, ni – dans l'environnement actuel et au vu de sa situation financière – en mesure de lever les fonds supplémentaires nécessaires.

CGG a récemment demandé et obtenu plusieurs avenants à ses créanciers des crédits revolvers, Prêt à Terme B et Prêt Nordique, notamment pour désactiver l'application des covenants financiers au 31 décembre 2016 (obtenu avant la fin de l'année 2016) et se donner la possibilité de demander la nomination d'un Mandataire ad hoc pour faciliter les négociations lors de la restructuration financière dans laquelle CGG s'engage afin de réduire significativement son

niveau de dette. La réduction de la dette proposée impliquerait la conversion de la dette non-garantie en capitaux propres et l'extension de l'échéance de la dette garantie.

A l'avenir, et dans le cadre des discussions avec nos prêteurs au sujet de la restructuration financière nécessaire pour permettre au Groupe de faire face à ses contraintes financières, la direction générale souhaite notamment obtenir les moratoires ou la suspension des covenants financiers qui seraient nécessaires pour éviter tous risques ultérieurs de défaut tels que prévus par les contrats de crédit du Groupe. La désactivation de ces covenants financiers à fin mars 2017 a donc été demandée et obtenue avant le 31 mars 2017. Si les discussions avec les prêteurs s'avéraient infructueuses, et pour éviter le risque d'exigibilité anticipée de sa dette, la société envisagera toutes les options légales disponibles pour préserver l'activité du Groupe pendant la négociation des termes de sa restructuration financière.

Après avoir examiné avec le plus grand soin les éléments décrits ci-dessus, la société a conclu le 9 mai 2017 que la préparation des comptes consolidés du premier trimestre 2017 suivant le principe de continuité d'exploitation est une hypothèse appropriée.

Processus de restructuration financière en cours

Pour plus de détails sur le processus de restructuration financière en cours, se référer aux paragraphes « 6.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe » et « 3.1.1 Risques liés à la restructuration financière du Groupe » du Document de Référence 2016, ainsi qu'à la « Présentation du Plan d'Affaires & Proposition de Restructuration Financière » publiée ce jour.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande concernant les produits et services du Groupe est traditionnellement liée aux investissements réalisés par les sociétés de l'industrie pétrolière et gazière dans les activités d'exploration, de production et de développement. Ces investissements sont étroitement liés aux prix du gaz et du pétrole et aux prévisions sur le prix des hydrocarbures, lesquels peuvent fluctuer en fonction de changements relativement mineurs dans l'offre et la demande de pétrole et de gaz, dans l'anticipation des changements, ainsi que d'autres facteurs qui échappent au contrôle du Groupe. Les baisses de prix des hydrocarbures ou leur volatilité ont tendance à limiter la demande de services et produits sismiques. En 2015 et 2016, les compagnies pétrolières et gazières ont réduit leurs dépenses d'exploration et production du fait du déclin du prix du pétrole, menant à une réduction de la demande pour les produits et services du Groupe.

Nous estimons que les conditions de marchés difficiles rencontrées en 2016 sont susceptibles de perdurer en 2017 et de peser sur notre niveau d'activité. Dans ce contexte, nous anticipons une génération de cash moins favorable en 2017 qu'en 2016. Et nous estimons que la reprise du marché ne devrait pas se produire avant 2018-2019.

Pour plus de détails sur l'industrie géophysique, se référer au « Chapitre VI – Perspectives » du Document de Référence 2016.

Changement de propriété de la flotte

En avril 2017, nous avons conclu des accords avec Eidesvik, les prêteurs de la facilité de crédit Nordique, et les prêteurs des facilités de crédit des entités Eidesvik Seismic Vessels AS (ESV) et Oceanic Seismic Vessels AS (OSV), en vue de l'établissement d'un nouveau régime de propriété de notre flotte de navires.

Pour plus de détails concernant le nouveau régime de propriété de notre flotte, consulter la note 8 « Evenements postérieurs à la clôture » ci-dessus et le chapitre 1.6 « Développements récents – Changement de propriété de la flotte » du Document de Référence 2016.

Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires

Le 20 janvier 2017, CGG a conclu plusieurs accords en vue de réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de trois navires d'exploration sismique mis à l'arrêt. Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 58,6 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par les cocontractants aux contrats d'affrètement concernés. Le 13 mars, CGG a conclu un accord en vue de réduire de manière substantielle le montant dû en vertu du contrat d'un navire d'exploration sismique en opération, l'« Oceanic Champion ». Dans le cadre des accords permettant de régler ces montants sans utiliser sa trésorerie, CGG a émis 12,1 millions de dollars US d'obligations 2021 portants intérêts au taux de 6,5% souscrites par le cocontractant du contrat d'affrètement concerné.

Les conséquences de ces accords sont reflétées dans la Note 6 « Autres Produits et Charges » de ce document ainsi que dans la Note 18 « Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques » du Document de Référence 2016.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} avril 2017 s'élevait à 493 millions de dollars US. Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

Comparaison entre le 1^{er} trimestre 2017 et le 1^{er} trimestre 2016

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par secteur pour chacune des périodes présentées :

	1 ^{er} trimestre	
	2017	2016
En millions de dollars US		
Acquisition de Données Contractuelles Marine.....	44,6	58,1
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	21,9	31,0
Chiffre d'affaires du secteur Acquisition de Données Contractuelles	66,5	89,1
Données Multi-clients.....	72,2	54,8
Imagerie et Réservoir.....	85,8	109,2
Chiffre d'affaires du secteur GGR	158,0	164,0
Chiffre d'affaires du secteur Equipement	32,4	73,2
Chiffre d'affaires éliminés et autres.....	(7,5)	(13,3)
Chiffre d'affaires consolidé	249,4	313,0

Retraité pour refléter la réorganisation du Groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 1^{er} trimestre 2017 a diminué de 20% à 249 millions de dollars US contre 313 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, en raison principalement de la réduction de notre flotte de navires et de la contraction des dépenses d'exploration de la part des sociétés de l'industrie pétrolière et gazière.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du secteur d'Acquisition de Données Contractuelles a diminué de 25% au 1^{er} trimestre 2017 à 67 millions de dollars US contre 89 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, principalement en raison du redimensionnement de notre flotte de navires et de conditions de marché détériorées.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité d'Acquisition de Données Contractuelles Marine a diminué de 23% au 1^{er} trimestre 2017 à 45 millions de dollars US contre 58 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, du fait de la réduction de la flotte de navires, dans un environnement de prix encore très concurrentiel malgré l'excellente performance opérationnelle.

Le taux de disponibilité des navires ressort à 91% au 1^{er} trimestre 2017, comparé à 94% au 1^{er} trimestre 2016. Le taux de production s'établit à 98% et se compare à un taux de production de 94%, au 1^{er} trimestre 2016. Ce trimestre, la flotte a été dédiée à 29% à des programmes multi-clients contre 25% au 1^{er} trimestre 2016.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités d'Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'est élevé au 1^{er} trimestre 2017 à 22 millions de dollars US, en baisse de 29%, contre 31 millions de dollars US pour la période comparable en 2016 en raison d'une demande qui reste très faible.

Géologie, Géophysique & Réservoir (GGR)

Le chiffre d'affaires du secteur GGR a diminué de 4% à 158 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 164 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, faisant ainsi preuve de résilience au cours de la période à l'activité traditionnellement faible.

Données multi-clients

Le chiffre d'affaires de l'activité de données multi-clients est en augmentation de 32% à 72 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 55 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les ventes multi-clients ont été les plus soutenues en mer du Nord et dans le Golfe du Mexique.

Les préfinancements ont augmenté de 13% à 53 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 47 millions pour la période comparable en 2016. Après avoir atteint un point bas record à 8 millions de dollars US au premier trimestre 2016, le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients est en hausse à 19 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017. Le taux de préfinancement s'est élevé à 110% au 1^{er} trimestre 2017 contre 67% pour la période comparable en 2016.

Imagerie et Réservoir

Le chiffre d'affaires de l'activité Imagerie et Réservoir a diminué de 21% au 1^{er} trimestre 2017 à 86 millions de dollars US contre 109 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Des contrats importants ont été achevés ce trimestre et les volumes de données traitées ont eu tendance à diminuer, comme attendu, du fait du décalage entre l'acquisition et le traitement des données, alors que la demande en Imagerie, logiciels et services liés au réservoir a faibli dans le contexte de réduction des dépenses d'exploration.

Equipement

La production totale du secteur Equipement (comprenant les revenus internes et externes), est en baisse de 56% au 1^{er} trimestre 2017 à 32 millions de dollars US contre 73 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Les ventes d'équipements Marine ont représenté 42% du chiffre d'affaires total, tirées par la maintenance et la réparation.

Les ventes internes ont représenté 22% du chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre 2017 contre 16% pour la période comparable en 2016.

Le chiffre d'affaires externe du secteur Equipement a baissé de 59% en passant de 62 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 à 26 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017. Les ventes d'équipements sismiques marines et terrestres restent toutes deux impactées par un faible niveau de demande dans un environnement de marché extrêmement atone ce trimestre.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en diminution de 18% à 276 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 336 millions de dollars US pour la période comparable de 2016, principalement en raison du plan de réduction de la flotte, de la contraction de l'activité du marché sismique et de la baisse du volume de notre secteur Equipement. Les dotations aux amortissements des études multi-clients ont représenté 66% des revenus multi-clients au 1^{er} trimestre 2017 contre 78% au 1^{er} trimestre 2016. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 111% au 1^{er} trimestre 2017 contre 107% pour la période comparable de 2016. La marge brute d'exploitation a diminué de 23%, à (27) millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre (22) millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016, représentant respectivement des pertes de 11% et 7% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement ont diminué de 32% à 8 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 12 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016, principalement dû aux effets de notre Plan de Transformation, et représentant respectivement 3% et 4% du chiffre d'affaires.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 18% à 13 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 16 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2016, principalement dû aux effets de notre Plan de Transformation.

Les dépenses administratives et générales ont diminué de 16% au 1^{er} trimestre 2017 à 20 millions de dollars US contre 24 millions de dollars US pour la période comparable en 2016 principalement dû aux effets de notre Plan de Transformation. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent 8% du chiffre d'affaires consolidé au 1^{er} trimestre 2017 et 2016.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 29 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017. Elles incluent principalement (i) 18 millions de dollars US de coûts de restructuration liés au Plan de Transformation dont 12 millions de dollars US liées à la gestion proactive des contrats d'affrètement des navires (cf paragraphe « Gestion proactive des charges liées aux contrats d'affrètement des navires » ci-dessus) (ii) et 12 millions de dollars US de coûts liés à la restructuration financière.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 12 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016. Elles incluent principalement (i) 6 millions de dollars US de coûts de restructuration liés à notre Plan de Transformation (constitués essentiellement de charges de personnel et de frais de fermeture de sites, net de reprise de provisions) (ii) et 5 millions de dollars US de moins-values sur cessions d'actifs et de coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 97 millions de dollars US (ou une perte de 67 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) au 1^{er} trimestre 2017 pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 87 million de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 (ou une perte de 81 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Le résultat d'exploitation du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} trimestre 2017 est une perte de 39 millions de dollars US contre une perte de 34 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur GGR est un produit de 18 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre un produit de 8 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipement au 1^{er} trimestre 2017 est une perte de 16 millions de dollars US contre une perte de 11 millions de dollars US pour la période comparable en 2016.

Le résultat d'exploitation du secteur Ressources Non Opérées est une perte de 50 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 (ou une perte de 20 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 32 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016 (ou une perte de 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 3 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 5 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT, tel que présenté en note 5 des états financiers consolidés intermédiaires au 1^{er} trimestre 2017 est une perte de 94 millions de dollars US (ou une perte de 65 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 82 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 77 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

L'EBIT du secteur Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} trimestre 2017 est une perte de 36 millions de dollars US contre une perte de 30 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur GGR au 1^{er} trimestre 2017 est un profit de 18 millions de dollars US contre un profit de 8 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Equipement au 1^{er} trimestre 2017 est une perte de 16 millions de dollars US contre une perte de 11 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

L'EBIT du secteur Ressources Non Opérées au 1^{er} trimestre 2017 est une perte de 50 millions de dollars US (ou une perte de 20 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre une perte de 32 millions de dollars US pour la période 2016 comparable (ou une perte de 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation).

(Pour une description plus détaillée des coûts de restructuration de la période, voir la note 6 « Autres produits et charges nets » des états financiers intermédiaires consolidés).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a augmenté de 9% à 47 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 contre 43 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016.

Les autres produits et charges financiers au 1^{er} trimestre 2017 sont une perte de 2 millions de dollars US contre un produit de 2 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016.

Impôts

La charge d'impôts s'élève à 2 million de dollars US au 1^{er} trimestre 2017 à comparer à une charge de 6 millions de dollars US au 1^{er} trimestre 2016.

Résultat net

Le résultat net consolidé au 1^{er} trimestre 2017 est une perte de 145 millions de dollars US contre une perte de 130 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Ressources et besoins financiers

Processus de restructuration financière en cours

Pour plus de détail sur le processus de restructuration financière en cours, se référer aux paragraphes « 6.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe » et « 3.1.1 Risques liés à la restructuration financière du Groupe » du Document de Référence 2016, ainsi qu'à la « Présentation du Plan d'Affaires & Proposition de Restructuration Financière » publiée ce jour.

Reclassement d'une partie de la dette financière comme passif courant

Dans la continuité de notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, compte tenu de l'avancement des négociations de la restructuration financière de la société et du calendrier des options envisagées, il apparaît que le classement de la dette financière en élément courant est le plus approprié selon IAS 1 pour les états financiers autorisés par le Comité d'Audit du 9 mai 2017 pour publication. Ce reclassement purement comptable ne remet pas en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation, confortée par les principaux plans d'actions mis en oeuvre avec succès à la date du 9 mai 2017, et ne confère pas aux 2 600,9 millions de dollars US reclassés en passifs courants une exigibilité immédiate –à aucun moment le Groupe ne s'est trouvé en situation de non-respect de ses covenants financiers- ou une maturité inférieure à 12 mois.

Ratios d'endettement

En mars 2017, nous avons obtenu l'accord de la majorité de nos créanciers pour que les ratios d'endettement maximal (défini comme la dette nette sur l'EBITDAS) et de couverture d'intérêts (défini comme l'EBITDAS sur charge d'intérêts totale) concernant les lignes de crédit française et américaine, le Term Loan B et le crédit nordique ne soient pas appliqués pour le 31 mars 2017.

Se référer aux paragraphes « 3.1.1. Risques liés à la restructuration financière du Groupe » et « 6.1.4. Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe - Financement » du Document de Référence 2016 pour plus de détails concernant notre endettement et nos ratios d'endettement.

Lignes de crédit

Montant disponible sur les lignes de crédit au 31 mars 2017 :

	<u>Date d'émission</u>	<u>Maturité</u>	<u>Montant autorisé</u>	<u>Montant non disponible</u>	<u>Montant utilisé</u>	<u>Montant disponible</u>
				(En millions de dollars US)		
Crédit renouvelable US	2013	2018	161,9	—	161,9	—
Crédit renouvelable France (a)	2013	2018	294,4	1,1	293,3	—
TOTAL avant frais d'émission....			456,3	1,1	455,2	—

(a) Selon les termes contractuels, le montant autorisé sera revu à 269,4 millions de dollars US en juillet 2017.

Notre crédit renouvelable US ainsi que notre crédit renouvelable France étaient entièrement tirés au 31 mars 2017.

Flux de trésorerie

Exploitation

Le flux de trésorerie affecté aux opérations d'exploitation s'est élevé à 11 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017 (ou un excédent de trésorerie de 34 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) contre un excédent de trésorerie de 196 millions de dollars US (ou 238 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation) pour les trois mois clos le 31 mars 2016.

La variation du besoin en fonds de roulement pour les trois mois clos le 31 mars 2017 a eu un impact positif de 13 millions de dollars US contre 219 millions de dollars US sur la période 2016 comparable. Cet impact est principalement dû à une variation de nos créances clients et comptes rattachés qui a généré un dégagement de 71 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017 par rapport à un dégagement de 302 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, le flux de trésorerie affecté aux opérations d'exploitation s'est élevé à 24 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017 contre 22 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 61 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017 contre 83 millions de dollars US pour la période 2016 comparable.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 13 millions de dollars US (13 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation), en hausse de 22% par rapport à la période comparable de 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 11 millions de dollars US (9 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation).

Les coûts de développements capitalisés se sont élevés pour leur part à 7 millions de dollars US au cours du 1er trimestre 2017, contre 9 millions de dollars US au cours du 1er trimestre 2016.

Le Groupe a également investi 48 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients pour les trois mois clos le 31 mars 2017, principalement en Amérique Latine et aux Etats Unis, contre 70 millions de dollars US pour la période comparable en 2016. Au 31 mars 2017, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 854 millions de dollars US contre 848 millions de dollars US au 31 décembre 2016.

Financement

Le flux de trésorerie affecté aux opérations de financement s'est élevé à 70 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017 contre 141 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2016.

Dette financière nette

La dette financière nette au 31 mars 2017 s'élevait à 2 335 millions de dollars US contre 2 312 millions de dollars US au 31 décembre 2016. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élevait à 240% au 31 mars 2017 contre 206% au 31 décembre 2016.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 31 mars 2017 et 31 décembre 2016 :

En millions de dollars US	31 mars 2017 (non audité)	31 décembre 2016
Concours bancaires	0,1	1,6
Part à court terme des dettes financières	2 662,8	2 782,1
Dettes financières à long terme	63,1	66,7
Dette financière brute	2 726,0	2 850,4
Moins disponibilités et valeurs mobilières de placement	(391,1)	(538,8)
Dette financière nette	2 334,9	2 311,6

Le reclassement de notre facilité de crédit nordique en tant que «Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés» dans notre état de situation financière consolidée au 31 mars 2017 dans le cadre du « changement de propriété de la flotte » a entraîné une réduction de la dette brute du groupe de 182,5 millions de dollars US, correspondant au principal de la facilité de crédit nordique au 31 mars 2017.

(Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section «Ressources Financières» dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016).

EBIT et EBITDAS (non audité)

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mise en équivalence. L'EBIT est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par le management pour apprécier la contribution des entités mises en équivalence aux résultats du Groupe.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Trois mois clos le 31 mars	
	2017	2016
EBITDAS	(1,0)	21,6
Amortissements et dépréciations	(52,9)	(69,9)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(47,7)	(46,7)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	5,4	8,2
Coût des paiements en actions	(0,7)	–
Résultat d'exploitation	(96,9)	(86,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence	2,5	4,7
EBIT	(94,4)	(82,1)
Coût de l'endettement financier net.....	(46,8)	(43,0)
Autres produits (charges) financiers	(1,6)	1,7
Total impôts sur les bénéfices.....	(2,3)	(6,3)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(145,1)	(129,7)

L'EBIT était une perte de 94 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017, soit une perte de 65 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et une perte de 44 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées, contre une perte de 82 millions de dollars US pour la période comparable en 2016, soit une perte de 77 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et une perte de 50 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

L'EBITDAS était une perte de 1 millions de dollars US pour les trois mois clos le 31 mars 2017 (0,4% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 29 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation (12% du chiffre d'affaires consolidé) et de 37 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées. Pour la période comparable de 2016, l'EBITDAS était un profit de 22 millions de dollars US (7% du chiffre d'affaires consolidé), soit un profit de 27 millions de dollars US hors coûts de restructuration liés au Plan de Transformation et un profit de 37 millions de dollars US hors secteur Ressources Non-Opérées.

Le tableau ci-après présente l'EBITDAS par secteur :

En millions de dollars US	Au 31 mars											
	2017						2016					
	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Total Consolidé
EBITDAS	(25,2)	(37,7)	80,2	(8,7)	(9,6)	(1,0)	(13,9)	(15,1)	69,3	(1,2)	(17,5)	21,6

Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprend (30) millions de dollars US de dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation. Pour le trimestre clos le 31 mars 2016, l'EBITDAS du secteur Ressources Non Opérées comprenait (6) millions de dollars US de dépenses de restructuration liées au Plan de Transformation.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	Au 31 mars	
	2017	2016
EBITDAS	(1,0)	21,6
Autres produits (charges) financiers	(1,6)	1,7
Augmentation (diminution) des provisions	(29,1)	(39,5)
(Plus) ou moins-values de cessions d'actif	(0,8)	4,8
Dividendes reçus	–	–
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	12,0	(1,3)
Impôt décaissé	(3,1)	(9,7)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	71,3	302,2
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(7,6)	18,7
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(17,6)	20,6
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(3,0)	(74,9)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(27,1)	(41,1)
Impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	(3,2)	(6,9)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	(10,8)	196,2

Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 mars 2017 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes financières	26,2	1 156,7	1 522,9	–	2 705,8
Autres obligations à long terme (intérêts)	156,5	243,3	136,1	–	535,9
Total Obligations liées à des dettes financières ^(a)	182,7	1 400,0	1 659,0	–	3 241,7
Obligations issues des crédits-baux (non actualisés)(a).....	7,5	14,2	13,9	1,8	37,4
Obligations issues des locations simples	139,1	183,3	135,2	285,4	743,0
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires ^(a)	79,7	115,5	93,2	228,2	516,6
- Autres obligations issues des locations simples	59,4	67,8	42,0	57,2	226,4
Total Obligations contractuelles ^(b)	329,3	1 597,5	1 808,1	287,2	4 022,1

Note : pour la compréhension du tableau ci-dessus, les différentes composantes de dettes financières sont présentées avec leurs échéances normales, quand bien même ces dettes -hormis les contrats de crédit-bail-, sont intégralement présentées dans les éléments courants du fait de l'application d'IAS 1

- (a) Les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus prennent en compte le Changement de propriété de la flotte à partir d'avril 2017 (voir note 8 – Evénements postérieurs à la clôture pour plus d'informations) qui a conduit à :
- diminuer le montant des obligations de remboursement de la dette financière de 209,2 millions de dollars US liés au Changement de propriété de la flotte. Sans ces renégociations, les obligations de remboursement de la dette financière se seraient élevées à 3 450,9 millions de dollars US ;
 - diminuer le montant des obligations issues des locations-financements de 18,6 millions de dollars US. Ces renégociations n'ont aucun impact sur notre dette de location-financement au 31 mars 2017. Sans ces renégociations, les obligations issues des locations-financements se seraient élevées à 56,0 millions de dollars US.
 - augmenter de 241,0 millions de dollars US le montant des contrats d'affrètement qui s'élève à 516,6 millions de dollars US au 31 mars 2017 et qui inclut 20,6 millions de dollars US liés aux navires inclus dans le plan de réduction de la flotte. Sans cette renégociation, les contrats d'affrètement se seraient élevés à 275,6 millions de dollars US.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 31 mars 2017.

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.